

F) ENQUETES MENAGES ET "CITADINITES" PAR B. GANNE

Que nous apprennent les "enquêtes-ménages" qui se sont succédées depuis les années 50 (1) sur les différents modes de vivre en ville, sur les "citadinités" ? Voilà en effet du concret, précis, qui ne devrait aucunement prêter à discussion : il s'agit d'enquêtes aussi lourdes que minutieuses, qui entendent fournir une photographie relativement précise des "ressources" et "emplois" des ménages. Certes, pour parvenir à ce résultat il a souvent été nécessaire de lisser quelque peu les particularités, estomper les trop grandes différences, forcer parfois un peu les catégories d'étude : on connaît bien par exemple le flou et l'inadaptation de la catégorie de "ménage" appliquée au milieu urbain africain ; la notion de "budget" n'est pas, elle non plus, sans apparaître toute relative ; on sait également le caractère très aléatoire des revenus : quant aux systèmes de consommation, on n'ignore pas enfin combien il est sans doute vain de vouloir les cerner à partir de seules perspectives monétaires... Mais comme il faut bien se faire quand même une idée sur les comportements urbains, n'a-t-on pas finalement tendance à considérer que tous ces biais ne constituent finalement qu'un moindre mal.

Est-ce bien cependant des "comportements" qui se trouvent là saisis ? Si parvenir à déterminer la structure moyenne de revenu d'un ménage moyen et à cerner la moyenne des principaux postes de consommation peut s'avérer de quelque intérêt pour évaluer les grandes masses économiques en présence pour tenter d'intervenir sur elles, cette démarche se révèle, à notre sens, quelque peu inopérante pour saisir des comportements dont la diversité constitue précisément la spécificité de la ville... L'unité économique fictive du "ménage moyen" ne pourra ainsi fournir que peu d'indications sur la diversité des cheminements propres, internes au spectre qu'il recouvre : non pas seulement du fait d'un manque d'approfondissement des catégories mises en oeuvre qu'il conviendrait alors seulement d'affiner : mais parce que se trouve ainsi dissocié d'emblée ce qui ne peut être en fait compris que comme un tout.

(1) Dans son article "Bilan et limites des enquêtes statistiques à objectifs macro-économiques réalisés en Afrique francophone entre 1955 et 1970" (*Amis* n° 19, janvier 1978), René Hallu part de 1955.

La segmentation opérée et les réductions successives n'en viennent-elles pas ainsi à dissoudre l'objet même qu'elles prétendaient saisir ? Essayons de préciser ces divers points.

Il n'est certes pas trop difficile de signaler certaines des principales réductions opérées. Dans son remarquable article effectuant un bilan des enquêtes statistiques des budgets des ménages réalisés entre 1955 et 1970 en Afrique francophone, René Hallu en a effectué un recensement minutieux (1). Rappelons en les principaux traits :

- réduction du "ménage" (et quel type de "ménage" ?) à une seule "communauté" (?) budgétaire (faute de quoi, évidemment, on ne saurait procéder à aucune extrapolation proprement économique...) mésestimant les divers niveaux de communauté qui co-existent de fait simultanément pour un même ensemble social, que ce soit au niveau de la production (ou les champs collectifs ne sauraient être confondus précisément avec les champs individuels ou avec les champs regroupant des classes d'âge, extra-familiales, etc.) ou plus largement des activités (les revenus d'un même ensemble familial n'étant pas forcément mis en communs pour constituer un "budget", mais chacun pouvant bénéficier d'une marge d'indépendance. cf. commerce des femmes, etc.), de la redistribution (où il existe des règles sociales précises de groupes à groupes, y compris intra-familiaux...) de la consommation (où l'unité budgétaire ne coïncide par exemple pas forcément avec l'unité de commensalité de l'épargne (où chaque groupe -femmes, jeunes- peut avoir son système d'épargne spécifique) etc.

- Réduction du revenu au revenu principal clairement inventorié sinon déclaré (il faut bien savoir "de quoi l'on parle"...) en oubliant précisément que le vivre en ville se joue souvent sur l'articulation de plusieurs activités dont, de toutes façons, le revenu monétaire ne constitue que l'un des aspects...

- Prédominance donnée au budget en présupposant une vision globale qui n'existe pas toujours et est précisément un facteur de différenciation sociale, en supposant également une antériorité de ressources par rapport à l'emploi, alors que la démarche est bien souvent inverse (quelles ressources mobiliser pour faire face à telle dépense) et donne lieu précisément à des comportements sociaux contrastés, en privilégiant un lieu de décision unique des emplois (le

"vieux" qui , le grand frère qui...) alors que c'est bien souvent le mode d'articulation entre les budgets autonomes qui différencient par exemple les comportements familiaux les uns des autres.

- non prise en compte des opérations non-monétaires, de l'auto-consommation, des échanges en nature structurés souvent sur une longue période, qui définissent pourtant précisément le réel niveau de solidarité des communautés.

- réduction de la consommation aux besoins, conçus de façon naturaliste, comme si ça n'était précisément au travers des modes de consommation que pouvait s'affirmer la différenciation sociale, et donc les diverses "citadinités"...

Suite à ces remarques, on conçoit que le problème pour passer des budgets-ménages aux "citadinités" n'est donc pas seulement d'affiner des catégories jugées comme imparfaites, mais de remettre en cause une méthode et un découpage qui aboutissent précisément à évacuer l'objet même recherché, à savoir la diversité des citadinités qui s'articulent dans l'urbain.

Le problème n'est en effet pas tant d'affiner par exemple séparément les catégories de base utilisées (ménage, budget, consommation, etc.) pour les rendre plus opératoires, mais de réarticuler entre eux ces divers niveaux.

Face à un modèle qui tend à confondre par exemple "parce que l'on ne peut pas faire autrement et qu'il faut bien saisir quelque chose" unité familiale, unité économique, unité résidentielle, en rejetant le reste dans le domaine de l'innappréhensible, l'important n'est-il pas précisément d'affirmer d'emblée qu' ces précisément dans les modes d'articuler différemment ces divers niveaux que se joue de fait la variété des citadinités, l'unité de ces trois niveaux se constituant précisément qu'un type de communauté citadine particulière (de type européen bien sûr...)

Dans les villes que nous connaissons, nous savons que c'est précisément la façon de vivre ou non en famille élargie, de mettre ou non certaines ressources en commun, d'habiter ou de travailler ou non en commun qui donne lieu à des groupes sociaux urbains fortement différenciés, aux logiques économiques et sociales fortement repérables parce que profondément contrastées. Dans la même ligne, c'est dans l'attitude face à un budget et dans les pratiques budgétaires concrètes

(prévoyance ou non, collective ou individuelle, monétaire ou sociale, etc.) que se joue la différenciation entre groupes urbains et individus et que se repèrent de fait les dynamiques sociales contrastées qui font les citadinités.

Version de perspective ? Sans aucun doute : mais c'est peut-être à ce prix qu'une évaluation en profondeur des modes de comportement citadins pourra être effectuée, si c'est bien cette diversité qui est du moins recherché.